Oxfam : un milliardaire pollue un million de fois plus qu'un citoyen ordinaire

Partage international n° 412 – Décembre 2022

par Jessica Corbett

Lundi 7 novembre 2022, pour l'ouverture de la conférence des Nations unies sur le changement climatique en Égypte (COP27), Oxfam a publié un rapport démontrant que les investissements des milliardaires produisent des quantités massives de gaz à effet de serre, alors qu'il faut les limiter pour nous assurer une planète habitable.

Intitulé : *Les milliardaires du carbone : les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde,* ce rapport révèle que les investissements de 125 milliardaires émettent chaque année 393 millions de tonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (CO2), soit autant que la France entière.

En replaçant ce chiffre dans un contexte individuel, le rapport explique que la moyenne annuelle atteint 3,1 millions de tonnes de CO2 par milliardaire, soit plus d'un million de fois plus que les 2,76 tonnes que constitue la moyenne mondiale des 90 % les plus pauvres de l'humanité.

« Les investissements de ce petit groupe de milliardaires génèrent autant d'émissions de carbone que la population entière de certains pays comme la France, l'Égypte ou l'Argentine, a déclaré Nafkote Dabi, responsable du changement climatique chez Oxfam. *La responsabilité colossale et croissante des riches dans les émissions mondiales est rarement abordée ou prise en compte dans l'élaboration des politiques climatiques. Il est temps que cela change. Ces investisseurs milliardaires qui trônent au conseil d'administration des entreprises sont grandement responsables de l'effondrement climatique. Cela fait trop longtemps qu'ils se soustraient à leur responsabilité.*

Les émissions générées par le train de vie des milliardaires, avec leurs jets privés et leurs yachts, sont des milliers de fois supérieures à celles d'un citoyen ordinaire, ce qui est déjà inacceptable, a-t-elle souligné. *Mais si l'on prend en compte les émissions générées par leurs investissements, alors leur empreinte carbone est un million de fois plus élevée. »*

Le rapport pointe qu'« *en analysant le comportement des plus riches en termes d'investissements, il est possible de démontrer non seulement leur rôle en tant que consommateurs de carbone, mais aussi leur rôle en tant que détenteurs de richesses qui possèdent, contrôlent, façonnent et tirent financièrement profit de processus de production qui libèrent des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère.*

Souvent, les citoyens ordinaires ont peu de contrôle sur leurs choix énergétiques, notamment dans les groupes à revenus faibles ou intermédiaires. Des carences dans les transports publics peuvent contraindre les gens à se rendre au travail en voiture, par exemple, souligne le document. *En revanche, les investisseurs peuvent choisir où ils placent leur argent.*

Ils peuvent décider de le mettre dans le marché des combustibles fossiles ou d'autres secteurs très polluants, ou encore dans les activités d'autres entreprises qui ne mettent manifestement pas tout en œuvre pour réduire leurs émissions de carbone, poursuit le rapport. *Les décisions que les investisseurs prennent aujourd'hui peuvent potentiellement déterminer nos émissions pour les décennies à venir. Par exemple, de mauvaises décisions en matière d'investissements dans les infrastructures peuvent nous condamner durablement à des niveaux élevés de gaz à effet de serre. »*

Selon Oxfam : « *Concernant les industries très polluantes, l'énergie et les matériaux attirent chacun 7 % des investissements des milliardaires. A titre de comparaison, les entreprises du secteur de l'énergie représentent 4,7 % et celles du secteur des matériaux 2,5 % de l'indice Standard & Poor's 500. »* Les portefeuilles des milliardaires sur-représentent donc ces secteurs.



Photo : Wally Gobetz, CC BY-NC-ND 2.0, via flickr
Les émissions générées par le train de vie des milliardaires, avec leurs jets privés et leurs yachts, sont des milliers de fois supérieures à celles d'un citoyen ordinaire, ce qui est inacceptable.

Le communiqué indique en outre qu'« *il n'y a qu'une seule entreprise d'énergie renouvelable dans notre échantillon.* »

Les climatologues ainsi que les experts en énergie, en santé et en politique continuent d'insister sur la nécessité pour les gouvernements du monde entier de renforcer rapidement et de façon considérable les plans de réduction des émissions de GES, surtout s'il y a un espoir d'atteindre l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris.

S'exprimant depuis le sommet de la COP27 à Charm El-Cheikh, lundi 7 novembre 2022, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a mis en garde : « *Nous sommes sur une autoroute vers l'enfer climatique avec le pied toujours sur l'accélérateur* » et a plaidé pour « *une plus grande urgence, une action plus forte et une responsabilité effective.* »

N. Dabi a fait valoir : « *Il faut que la COP27 jette la lumière sur le rôle des grandes entreprises et leurs riches investisseurs qui tirent profit de la pollution, à l'origine de la crise climatique mondiale. Nous ne devons plus les laisser se dérober ou faire de l'éco-blanchiment*, a-t-elle ajouté. *Il faut que les gouvernements s'attaquent à cette question de toute urgence en publiant les chiffres relatifs aux émissions des plus riches, en instaurant une régulation pour contraindre les investisseurs et les entreprises à réduire drastiquement leurs émissions de carbone, et en taxant les riches et leurs investissements générateurs de pollution.* »

Oxfam estime qu'à l'échelle mondiale, un impôt sur la fortune des ultra-riches générerait 1 400 milliards de dollars par an, qui serviraient à aider les nations du Sud à s'adapter à une urgence climatique qu'elles n'ont en grande partie pas créée mais qui les touche de manière disproportionnée.

« *Il faut imposer aux ultra-riches des taxes et des régulations pour les contraindre à renoncer aux investissements polluants qui détruisent la planète* », a déclaré N. Dabi, qui a également exhorté les gouvernements à mettre en place « *des lois et des politiques ambitieuses pour obliger les entreprises à avoir une communication plus responsable et plus transparentes et à réduire drastiquement leurs émissions.*
Pour réaliser l'objectif mondial de limiter le réchauffement à moins de 1,5°C, a-t-elle conclu, *l'humanité doit réduire drastiquement ses émissions de carbone, ce qui nécessite des changements radicaux dans la façon dont les investisseurs et les entreprises mènent leurs activités et dans les politiques publiques.* »

Egypte
Date des faits : 7 novembre 2022 **Auteur** : Jessica Corbett, journaliste à Common Dreams.
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue